



Financial Services

FILES

BUSINESSES

SERVICES FINANCIERS MAURICE SE POSITIONNE COMME LE CENTRE FINANCIER POUR LES INVESTISSEMENTS TRANSFRONTALIERS EN AFRIQUE

POUR LE CENTRE FINANCIER INTERNATIONAL DE MAURICE, L'ACCENT EST DÉSORMAIS MIS SUR LE CONTINENT AFRICAIN. L'ÎLE MAURICE PEUT-ELLE DEVENIR LA DESTINATION PRIVILÉGIÉE POUR LES INVESTISSEMENTS TRANSFRONTALIERS EN AFRIQUE ? IL SEMBLE QUE OUI ÉTANT DONNÉ QUE LA CONTRIBUTION DU CENTRE FINANCIER INTERNATIONAL (CFI) DE MAURICE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE EST ÉNORME, SOIT 82 MILLIARDS DE DOLLARS D'INVESTISSEMENTS.

EVE FIDÈLE

DEPUIS des décennies, Maurice est la principale institution financière internationale à servir et à soutenir les investissements en Afrique. Ce rôle économique important joué par Maurice a été expliqué avec justesse en 2021 dans le rapport de Capital Economics intitulé *Facilitating Growth, Employment & Prosperity in Africa*. Le rapport souligne que pour l'Afrique continentale, le centre financier international de Maurice a servi de médiateur pour 82 milliards d'USD d'investissements, facilitant 6 milliards d'USD de recettes

fiscales et 4,2 millions d'emplois. Ainsi, l'importance du centre financier international de Maurice par rapport à l'Afrique ne fera que se renforcer à mesure que nous progressons dans l'avenir et que le potentiel économique de l'Afrique est libéré.

Comme le fait ressortir maître François de Senneville, Associé - Head Africa Desk de Fieldfisher, l'Afrique est notre continent ; c'est donc tout naturel qu'il soit la cible privilégiée de notre centre financier national. Ce choix n'est pas une nouveauté, mais une

confirmation qui date maintenant de plusieurs années. Il a déjà démontré sa pertinence pour permettre à notre centre financier de continuer à se développer. Selon ses observations, pour continuer à émerger comme destination privilégiée pour les investissements en Afrique, il conviendra de veiller à pouvoir continuer à mettre en avant les différents arguments qui ont permis jusqu'à maintenant d'asseoir sa crédibilité et sa compétitivité.

Notre valeur en tant que pôle d'investissement, financier et commercial

pour le Continent est substantielle ; 9 % de l'ensemble des IDE vers l'Afrique sont générés par Maurice. Ensemble, cela ouvre la voie et contribue à réaliser le potentiel économique de notre continent et à l'aider à atteindre les Objectifs de développement durable. Maurice s'est forgé une solide réputation en tant que centre financier international et connaît une croissance résiliente depuis des décennies, même pendant la pire crise économique que nous ayons connue. En effet, malgré les conséquences de la pandémie de Covid-19, le secteur des services financiers a progressé de 11 % en 2020.

Bien que de nombreuses personnes connaissent les investissements en Afrique par les fonds souverains, les organisations à but non lucratif et les instituts de financement du développement, plus de trois quarts des investissements sur le Continent depuis Maurice sont fournis par des clients corporate. Les investisseurs utilisent Maurice pour négocier des investissements en Afrique continentale, qui soutiennent une activité économique réelle, des emplois et des développements d'infrastructures. Près de trois cinquièmes de ces investissements étrangers prennent la forme de participations, de prêts ou de titres de créance directement dans les entreprises africaines. Un autre quart prend la forme d'investissements de portefeuille dans des actions d'entreprises africaines ou des titres de créance.

Comme le souligne Nadeem Carrim, Head of Relationships - Global Business à AfrAsia Bank, l'île Maurice est un itinéraire éprouvé pour les organisations internationales qui font des affaires en Afrique, car c'est le deuxième continent le plus peuplé avec 1,35 milliard d'habitants. Ce chiffre devrait doubler d'ici à 2050 pour atteindre 2,5 milliards de personnes, ce qui en fait l'un des plus grands marchés au monde.

Maurice engagé à promouvoir l'innovation et attirer de nouveaux types d'investissements

Le centre financier international de Maurice a poursuivi ses efforts pour élargir son offre de produits afin de répondre à l'évolution de la demande mondiale. Comme l'affirme Kevin Bessoondyal, nous restons à l'avant-garde des innovations réglementaires Fintech grâce à la récente promulgation de la loi sur les Virtual Asset and Initial Token Offering Services (VAITOS). De plus, la loi sur les Variable Capital Companies (VCC) est un autre développement législatif majeur qui positionne Maurice comme une juridiction engagée à promouvoir l'innovation et attirer de nouveaux types d'investissements. «Avec un nouveau cadre AML/CFT, nous restons confiants que le centre financier international de Maurice est plus fort, avec un environnement réglementaire et de conformité encore plus robuste, tout en

«L'île Maurice a le potentiel de devenir une destination de premier plan pour les investissements transfrontaliers en Afrique, et elle a déjà fait des progrès significatifs dans cette direction. Sa situation géographique stratégique, son cadre juridique et réglementaire solide, sa stabilité politique et son environnement commercial sain continuent de susciter la confiance des investisseurs locaux et étrangers, tout en créant des opportunités de croissance et de développement. Le gouvernement n'a cessé de mettre en œuvre des réformes pour maintenir notre réputation de centre financier international de premier plan», fait ressortir Nadeem Carrim.

Il ajoute que nous sommes aujourd'hui la seule nation africaine à être largement ou totalement en conformité avec l'ensemble des 40 recommandations du Groupe d'action financière. Nous sommes une juridiction cotée en Bourse, une plateforme d'investissement transfrontalière compétitive et attrayante et un centre financier international de renom, tant pour les entreprises que pour les clients privés. Malgré les conditions difficiles du marché mondial, Nadeem Carrim dit que devons reconnaître la résilience de Maurice et sa capacité à faire face aux chocs économiques, ce qui rassure davantage les investisseurs.

«Bien que l'île Maurice présente plusieurs avantages, il est important de noter que la concurrence entre les pays africains pour les investissements transfrontaliers s'intensifie. D'autres pays comme le Kenya et le Rwanda s'efforcent également de se positionner en tant que centres d'investissement et mettent en œuvre leurs propres réformes et incitations. Maurice devra donc s'adapter et innover en permanence pour conserver son avantage concurrentiel et attirer une part importante des investissements transfrontaliers en Afrique», indique Nadeem Carrim.

Opportunités pour le secteur financier mauricien

Maître François de Senneville, précise que les opportunités pour le secteur financier mauricien dépendront des secteurs en croissance. Des secteurs comme la construction, les grands projets, l'assainissement de l'eau, les smart cities ou l'énergie continuent de structurer le marché. La hausse du prix des matières premières est également une donnée importante. Mais l'événement majeur de ces derniers mois a été le désengagement du Groupe Bolloré qui a redistribué les cartes, dans le transport, la logistique et les infrastructures.

«On assiste à une diversification des acteurs économiques aux côtés des entreprises des anciennes puissances coloniales. La Chine me semble avoir mangé son pain blanc et sa croissance sur le continent ralentit. Cela offre une diversité et davantage de liberté dans le choix des partenaires pour les acteurs africains. Les opérations panafricaines et les mouvements de capitaux Sud-Sud progressent. Ces tendances sont en phase avec les aspirations des populations africaines. Enfin, je note l'émergence d'une nouvelle typologie d'investisseurs : jeunes, débutants mais disposant d'expertise pour développer des activités liées à la blockchain et aux cryptomonnaies. Les pays africains émergents ont compris leur potentiel et leur font les yeux doux pour venir s'établir sur le continent», explique maître François de Senneville.



restant agile et favorable aux affaires, amenant la juridiction à de nouveaux sommets avec une confiance renouvelée de la part de nos partenaires et acteurs mondiaux.»



De son côté, Kevin Bessoondyal, Chief Development and Commercial Officer à Rogers Capital, précise que les relations entre l'Afrique et l'île Maurice sont très anciennes et qu'il existe des liens économiques et culturels étroits entre les deux. Ces dernières années, l'île Maurice s'est imposée comme une porte d'entrée pour les transactions transfrontalières avec l'Afrique, avec un grand nombre d'investisseurs institutionnels, de fonds souverains, de fonds de développement et de professionnels expérimentés. Le pays se targue d'une stabilité économique et de l'absence de contrôle des changes. Notre vaste réseau d'accords de non-double imposition et d'accords de promotion et de protection des investissements avec des pays du monde entier, y compris l'Afrique, confère à l'île Maurice des atouts uniques.

ATOUS MAJEURS

«Malgré la concurrence émanant d'autres juridictions, nos secteurs public et privé s'efforcent en permanence de rester à la pointe du progrès. Selon l'Economic Development Board, plus de 80 milliards de dollars d'investissements directs étrangers, représentant environ 10 % du total des investissements directs étrangers sur le continent africain, ont été acheminés vers l'Afrique via l'île Maurice et plus de 25 % des fonds d'investissement privés investissant en Afrique sont domiciliés à l'île Maurice. Les sociétés de portefeuille mauriciennes sont donc déjà des investisseurs importants sur le Continent. Je suis convaincu que nous pouvons accroître cette part et continuer à servir de tremplin pour les investissements sur le continent», fait ressortir Kevin Bessoondyal.

En outre, grâce aux récentes ratifications d'accords de libre-échange et d'accords commerciaux préférentiels avec les principaux partenaires de Maurice, à savoir, la Chine, l'Afrique et l'Inde, le gouvernement élargit d'une part l'espace économique du pays et renforce son attractivité en mettant l'accent sur la protec-

tion des investisseurs afin de structurer l'investissement et d'obtenir des financements.

Shameel Rumjaun, Director - Business Development à IQ-EQ, abonde dans le même sens que Nadeem Carrim et Kevin Bessoondyal. Il est catégorique sur le fait que Maurice doit se positionner comme le centre financier pour les investissements transfrontaliers en Afrique, et ce parce qu'elle détient plusieurs atouts, notamment, un centre financier de renom, réputé et fiable, comme en témoignent les accolades internationales reçues par le pays depuis plusieurs années (Facilité à faire des affaires - Banque Mondiale, Étude Forbes sur les meilleurs pays pour faire des affaires, Liberté économique dans le monde - Fraser Institute, Indice Mo Ibrahim de la Gouvernance en Afrique) ; un accès à un personnel professionnel hautement qualifié et bilingue à un coût compétitif ; l'absence de contrôle des changes et libre flux de capitaux ; un environnement bancaire fiable, sûr et sophistiqué ; des prestataires de services de renom internationaux (cabinets d'audit et de conseil, cabinets juridiques, administrateurs de fonds) et sa stabilité sociale, politique et économique.

Ils sont rejoints par Shakil Daby, Director-Corporate & Institutional Banking à BCP Bank (Mauritius), qui indique qu'en tant que centre financier international, Maurice jouit d'une bonne réputation auprès des investisseurs ciblant l'Inde et l'Afrique. Shakil Daby précise que plusieurs facteurs ont été des ingrédients clés pour établir une juridiction propice aux investissements transfrontaliers. Cela étant dit, il est d'avis que Maurice doit continuer à s'améliorer car d'autres pays comme le Rwanda, le Kenya ou encore le Maroc essaient maintenant de se positionner en tant que centres financiers de choix pour l'Afrique. En termes de flux de l'activité trade en provenance et à destination de l'Afrique, il existe encore des opportunités pour Maurice de jouer un rôle plus actif dans ce segment, Dubai et

Profiter de l'inscription de l'Afrique du Sud sur la liste grise du GAFI

Selon certains observateurs, le centre financier international de Maurice tirera pleinement parti de l'inscription de l'Afrique du Sud sur la liste grise du GAFI en se positionnant comme la porte d'entrée des investissements transfrontaliers en Afrique. «Il faut savoir que le centre financier international de Maurice était déjà une porte d'entrée importante des investissements transfrontaliers en Afrique, notamment à travers les fonds de Private Equity ou les Venture Capitalists qui investissent dans des projets de food security, d'impact investment ou d'énergies vertes et renouvelables en Afrique, vu l'écosystème financier fort attrayant décrit plus haut. Il est vrai que l'inscription de l'Afrique du Sud sur la liste grise du GAFI aura tendance à pousser davantage les investisseurs potentiels à se tourner maintenant vers l'île Maurice au lieu de l'Afrique du Sud», explique Shameel Rumjaun.

Pour maître François de Senneville, la très bonne nouvelle de ces dernières années, c'est qu'effectivement le pays a intégré la White List de l'OCDE, récompensant sa bonne gouvernance et sa détermination à combattre le blanchiment et le financement du terrorisme. Juste après, l'Afrique du Sud, qui faisait déjà face à divers problèmes impactant son attractivité comme centre financier en Afrique, entrait sur la liste grise du GAFI. Selon maître François de Senneville, ce croisement de trajectoire nous est objectivement favorable mais il reste aux opérateurs mauriciens à se structurer pour pouvoir en profiter.

Singapour demeurant les principaux moteurs du commerce pour l'Afrique.

TIRER AVANTAGE DE LA ZLECA

Mais avec le lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), quelles seront les opportunités pour le secteur

financier mauricien ? Comme le rappelle Shakil Daby, l'objectif de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est de créer un continent sans droits de douane qui puisse stimuler le commerce et les investissements intra-africains, développer les entreprises locales, accélérer l'industrialisation et créer des emplois. À l'heure actuelle, le commerce intra-africain ne représente que 14,4 % du total des exportations africaines.

«Aujourd'hui, la noix de cajou et le cacao africains sont exportés de l'Afrique de l'Ouest vers l'Asie, puis réexportés soit sous leur forme originale soit transformés vers l'Afrique de l'Est. C'est là que résident des opportunités d'intégration régionale. Pour ce qui est des centres financiers internationaux émergents (Casablanca Finance City, Kigali, etc.) sur le continent africain, chacun a ses propres caractéristiques et, avec la ZLECAf, nous pourrions essayer d'explorer des voies de collaboration en nous complétant mutuellement», laisse entendre Shakil Daby.

Kevin Bessoondyal ajoute que l'accord de libre-échange continental progresse lentement mais sûrement. Un jour, il transformera le Continent en permettant aux biens et aux services de circuler rapidement, sans heurts et à un coût relativement faible, libérant ainsi des capitaux et d'autres ressources pour des utilisations alternatives plus productives. Pour l'instant, le monde a les yeux rivés sur l'Inde. Son économie s'est accélérée pour atteindre 6,1 % au premier trimestre 2023. Les analystes prévoient que l'Inde et l'Afrique produiront ensemble un rendement économique de l'ordre de 50 milliards d'USD au cours des 30 prochaines années. Ce chiffre est indépendant de la performance des gouvernements et tient simplement compte de la demande latente et de l'exceptionnel esprit d'entreprise, de la créativité et de l'innovation de la jeunesse.

«L'île Maurice peut et doit tirer parti de cette énorme opportunité. Maurice jouit d'une relation privilégiée avec l'Inde et est considérée comme un important catalyseur des investissements indiens en Afrique, grâce à son appartenance à divers blocs économiques tels que la Southern African Development Community (SADC) et le Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA) et à sa réputation de centre de services financiers bien réglementé. Ce rêve n'a été que partiellement réalisé. Pourtant, il y a beaucoup à gagner à développer ce créneau. Le corridor Inde-Afrique est une rivière de 50 milliards de dollars qui coule le long de la côte mauricienne. L'exploitation de ce potentiel pourrait transformer radicalement notre économie de 11 milliards de dollars», précise Kevin Bessoondyal.

Il fait remarquer que beaucoup a déjà été fait pour renforcer la position de l'île Maurice en tant que plaque tournante privilégiée pour conduire les affaires de l'Inde et d'autres juridictions vers l'Afrique. Cependant, pour consolider cette position, Maurice doit développer une communauté d'experts et de conseillers en entrepreneuriat qui connaissent parfaitement l'Afrique et qui sont dignes de confiance. Il faut aussi encourager l'expérimentation, l'innovation et la créativité par une réglementation souple et un soutien institutionnel à ses propres entrepreneurs.

«Je suis d'avis que Maurice doit également ancrer les investisseurs transfrontaliers avec des fonds d'amorçage et un soutien au développement de projets. Le pays doit aussi accroître sa visibilité au niveau mondial grâce à des campagnes de promotion spécifiques. D'un autre côté, il faut rassurer les investisseurs institutionnels, les Development Finance Institutions (DFI) et les fonds souverains, entre autres, par des interactions régulières à haut niveau avec le gouvernement. Finalement, nous devons accroître les échanges avec le continent africain, tant au niveau du secteur privé que du secteur public à Maurice», observe Kevin Bessoondyal.

Shameel Rumjaun rappelle que Maurice devient de plus en plus une destination de choix pour les entreprises qui veulent mettre en place une plateforme de négoce ou de centrale d'achats pour desservir le continent africain, notamment en raison de l'absence de contrôle des changes et le libre flux de capitaux, l'accès facile aux devises étrangères fortes (USD, euro, yuan, etc.) et un écosystème bancaire fiable et sécurisé. La zone de libre-échange continentale africaine présente ainsi une opportunité extraordinaire pour le secteur financier mauricien afin d'attirer la mise en place de centrale d'achats ou de plateformes de négoce pour les entreprises internationales qui voudront bénéficier des avantages de cette nouvelle opportunité.

CES SECTEURS QUI ATTIRENT L'INVESTISSEMENT

Malgré des levées de fonds erratiques et des conditions de risque et de croissance volatiles, illustrées par les événements géopolitiques mondiaux actuels, les tendances à long terme du marché du private equity en Afrique sont restées constantes. Cette augmentation constante de l'activité des transactions de private equity en Afrique a-t-elle des implications particulièrement positives pour notre juridiction? Peut-on s'attendre à une augmentation du nombre de nouvelles transactions africaines à mettre en place et à être structurées à Maurice ?

Des avantages fiscaux pour les activités caritatives et philanthropiques dans l'île

On parle de la possibilité de voir Maurice devenir une juridiction de choix pour la structuration et la gestion professionnelle d'activités caritatives et philanthropiques destinées à l'Afrique. Pour Shameel Rumjaun, cette possibilité existe, vu la réputation que Maurice s'est construite au cours des dernières décennies pour être aujourd'hui un centre financier de renom, qui offre les conditions optimales en matière de bonne gouvernance, de stabilité politique et sociale, d'un système légal solide et respecté, et l'apport d'un personnel qualifié et de haut niveau.

«Multilingue, avec notre mosaïque de cultures tant européenne qu'africaine mais aussi hindoue ou chinoise, Maurice est particulièrement attractive pour les investisseurs dans un marché global. Notre île a tous les atouts pour être la principale plateforme africaine qui relie le Continent à l'Asie. Avec la réouverture des frontières suite à la crise sanitaire et la légère mais réelle reprise de l'économie mondiale malgré la crise ukrainienne, nombre de voyants sont relativement au vert, y compris pour structurer et loger à Maurice des activités caritatives et philanthropiques destinées à l'Afrique, mais pas seulement», fait ressortir maître François de Senneville. Kevin Bessoondyal ajoute qu'en ce qui concerne les activités caritatives et philanthropiques, l'île Maurice a déjà mis en place un cadre juridique pour encourager ce type d'initiatives. L'île dispose de lois qui facilitent la création de fondations, de fiducies et d'associations à but non lucratif. Le Mauritius Trust Act et le Mauritius Foundation Act sont deux lois qui régissent spécifiquement l'établissement et la gestion des trusts et des fondations à Maurice. En outre, l'île Maurice offre certains avantages fiscaux pour les activités caritatives et philanthropiques. Par exemple, les fondations et les trusts philanthropiques mauriciens peuvent bénéficier d'avantages fiscaux tels que l'exonération de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les plus-values.

«Le capital-investissement restera la principale forme d'investissement en Afrique dans un avenir prévisible compte tenu des besoins d'investissement en Afrique. Ces dernières années, nous avons observé une forte croissance dans les secteurs des biens de consommation et des services financiers, soutenue par la croissance d'une classe moyenne émergente. Les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'agriculture restent également des secteurs d'investissement solides et de bonnes cibles pour les investisseurs privés. En outre, le déficit d'infrastructures de l'Afrique – estimé entre 130 et 170 milliards de dollars par la Banque africaine de développement – représente une opportunité significative pour les investisseurs directs. Enfin, la technologie suscite un grand intérêt, le financement des start-up technologiques ayant récemment augmenté de plus de 51 %», explique Kevin Bessoondyal.

Kevin Bessoondyal ajoute qu'il est important de rappeler que l'investissement en Afrique requiert une approche différente de celle des marchés plus développés. Les défis auxquels sont confrontés les acteurs du Continent sont bien connus : risques politiques et monétaires, volatilité des prix, préoccupations liées à la gouvernance d'entreprise et possibilités de sortie limitées, autant d'éléments qui influent sur l'appétit des investisseurs.

En outre, la fragmentation du marché et la multiplicité de cadres réglementaires, le contrôle des changes, les exigences en matière de propriété locale et le manque de données fiables sur les entreprises privées sont autant d'obstacles à l'investissement. L'Afrique connaît actuellement un ralentissement des investissements en raison des taux d'intérêt élevés, mais ce phénomène est temporaire et la situation s'inversera dès que les taux d'intérêt baisseront. Toutefois, en structurant ces investissements, l'île Maurice peut contribuer à atténuer certaines des contraintes auxquelles les investisseurs sont confrontés.

Nadeem Carrim fait, lui, ressortir que Maurice facilite les investissements en Afrique en capitalisant sur son expertise et ses avantages stratégiques afin d'offrir une plateforme idéale pour la structuration des fonds d'investissement, des gestionnaires de fonds et des conseillers, générant ainsi une plus grande valeur ajoutée pour les entreprises africaines. Aujourd'hui, plus de 450 fonds d'investissement privés sont domiciliés dans le centre financier international de Maurice et investissent sur le continent africain. En juin 2021, près de 40 milliards d'USD d'investissements (chiffres de l'EDB) destinés à l'Afrique ont été structurés par l'intermédiaire de Maurice.

«Notre système bancaire robuste, associé à un cadre réglementaire rigoureux dûment conforme aux réglementations internationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, offre aux fonds d'investissement privés le confort nécessaire pour acheminer tous leurs investissements. Le gouvernement s'efforce également d'attirer des techniciens étrangers et des personnes expérimentées pour qu'ils rejoignent l'industrie locale. Lors du dernier discours du Budget, certaines mesures intéressantes ont été proposées, notamment l'augmentation de l'exonération partielle sur les intérêts perçus par un fonds, ce qui réduira effectivement le taux d'imposition de 3 % à 0,75 %», fait ressortir Nadeem Carrim.

Il ajoute que l'île Maurice participe également à différents forums rassemblant des acteurs du secteur du capital-investissement et du capital-risque, tels que l'African Private Equity and Venture Capital Association (AVCA) et l'AFSIC, ce qui nous permet de présenter la juridiction comme un guichet unique offrant tous les services relatifs aux investissements transfrontaliers sur le continent africain. Il est donc clair qu'il y a plusieurs raisons solides pour lesquelles l'île Maurice reste une voie éprouvée et fiable pour réaliser des investissements en Afrique.

Maurice en bonne position pour les investissements à impact en Afrique

Maurice joue déjà un rôle central dans la mise en place d'investissements à impact en Afrique. L'environnement réglementaire est propice à la mise en place de structures de fonds. «L'investissement à impact est particulièrement important en Afrique, étant donné qu'un travail considérable est nécessaire au niveau du changement climatique, de l'égalité des sexes, de la sécurité alimentaire, de l'énergie abordable, de la réduction de la pauvreté, de l'éducation de qualité, de l'accès à l'eau potable, etc. Nous constatons que les investisseurs à impact direct disposant de fonds ou de portefeuilles dédiés à l'investissement à impact – ainsi que les grandes sociétés de capital-investissement qui se consacrent à l'investissement à impact – continuent de choisir de structurer leurs sociétés de portefeuille à Maurice», explique Sunil Ramgobin, Chief Business Officer à Absa Maurice.

Sur les fonds de capital-investissement africains levés en 2020, 498 millions d'USD, soit 38 %, ont été alloués à des gestionnaires de fonds d'impact. Ce qui représente une augmentation significative par rapport aux années précédentes. Maurice semble se concentrer sur le renforcement de l'environnement réglementaire autour de l'investissement à impact, ce qui devrait attirer les fonds de capital-investissement et les entrepreneurs dans ce domaine. La Financial Services Commission (FSC) a d'ailleurs énoncé ses premières lignes directrices en décembre 2021 pour l'émission d'obligations vertes. Cim Finance a émis la première obligation verte mauricienne au début de 2022, suivant ainsi les traces de l'Afrique du Sud, du Kenya, du Maroc et de l'Égypte.



«L'investissement à impact en Afrique, comme l'investissement en général, a refait surface post-Covid, étant donné que le continent a été l'un des plus touchés par la pandémie. La guerre en Ukraine a également eu un impact significatif sur le continent d'un point de vue alimentaire et énergétique, soulignant la nécessité d'investir davantage dans la sécurité alimentaire et les soins de santé. Les DFI continuent d'être une source majeure de financement pour l'investissement à impact, en investissant généralement par l'intermédiaire de sociétés de capital-investissement qui ont un programme d'impact / d'ODD. La zone de libre-échange continentale africaine servira également de catalyseur pour permettre à l'Afrique de se développer plus rapidement», ajoute Sunil Ramgobin.

AFRASIA

DES SOLUTIONS BANCAIRES ET D'INVESTISSEMENT PERSONNALISÉES AUX INVESTISSEURS

L'AFRIQUE a toujours été dans la ligne de mire d'AfrAsia depuis sa création et la banque s'est associée à d'importants collaborateurs pour trouver et conclure des transactions financières sur tout le continent. Nadeem Carrim, Head of Relationships - Global Business à AfrAsia Bank, fait ressortir qu'à l'avenir, AfrAsia continuera à renforcer son empreinte tout en capitalisant sur son expertise en tant que partenaire financier de premier plan sur le marché africain. Cela afin d'exploiter de nouvelles opportunités et d'accroître la part de portefeuille de leur base de clients. Cela inclut le positionnement d'AfrAsia Bank en tant que référence à l'échelle africaine et mondiale dans des segments sélectifs tels que le financement du commerce, la structuration de la dette et les facilités de prêt.

AfrAsia Bank se positionne comme le conduit financier facilitant une coopération triangulaire entre l'Afrique, l'île Maurice et le monde. Avec une clientèle répartie dans 169 pays, dont 47 nations africaines, AfrAsia s'appuie sur sa connaissance du marché, ses compétences financières

transfrontalières et son vaste réseau d'international management companies (IMC) pour offrir aux investisseurs potentiels des solutions bancaires et d'investissement personnalisées qui répondent le mieux à leurs aspirations financières.

«En outre, notre bureau de représentation sud-africain (SAREPO) à Johannesburg continue de promouvoir de manière proactive la Banque et le centre financier international de Maurice auprès des clients potentiels en utilisant divers canaux, notamment en accueillant et en participant à divers forums et présentations avec des partenaires clés. Nous avons même reçu une licence de Financial Services Provider Category 1 Intermediary & Advisory du Financial Sector Conduct Authority d'Afrique du Sud. Cette licence arrive à point nommé, notamment en raison de l'intérêt marqué des entreprises et des particuliers fortunés pour les investissements dans les produits structurés, la conservation globale et l'offshore», explique Nadeem Carrim.

Cela dit, Nadeem Carrim précise qu'AfrAsia opère dans un environnement dynamique qui devrait évoluer en raison des changements de régle-



NADEEM CARRIM (HEAD OF RELATIONSHIPS - GLOBAL BUSINESS)

mentation, de la technologie et des attentes des clients. «Des opportunités considérables s'offrent à nous et nous devons être flexibles et suivre ce qui se passe dans l'environnement. Cela nous permettra de nous remodeler et de rester pertinents pour les détenteurs de capitaux, ce qui est possible grâce à la recherche et à la compréhension de la base d'investisseurs.»

Nadeem Carrim ajoute qu'en s'appuyant sur leur expertise, leurs capacités transactionnelles agiles, leur personnel bilingue qualifié, leur portée

mondiale et leur solide réseau de banques correspondantes et d'IMC, les clients ont accès à un éventail de solutions de financement sur mesure pour stimuler la croissance nationale ou internationale de leur entreprise. «Nos services vont de l'ouverture de compte à la gestion des liquidités, en passant par les prêts en devises, le conseil et la conservation globale. Notre SAREPO complète également nos offres financières en nous aidant à connecter nos clients aux opportunités mondiales tout en permettant à leurs entreprises de prospérer.»

**CONDUIT FINANCIER
FACILITANT UNE
COOPÉRATION
TRIANGULAIRE
ENTRE L'AFRIQUE, L'ÎLE
MAURICE ET LE MONDE**